



HAITI /// 2 ans après

Le défi de la reconstruction



ACTED
Agency for Technical Cooperation and Development



ACTED en Haïti en 2011

2 priorités

- > soutien à la reconstruction
- > lutte contre le choléra

3 axes d'intervention

- > accès à un habitat décent
- > accès aux services de base dans des conditions sanitaires adéquates
- > réduction des risques de désastres et sécurité alimentaire

4 zones d'intervention

- > Port-au-Prince
- > Léogâne
- > Bas Artibonite
- > Plateau Central

Equipes

- > 184 employés nationaux
- > 14 employés internationaux

26 projets

17 partenaires institutionnels

Croix-Rouge Américaine (ARC), ANESVAD, Chemonix, CODEGAZ, CONCERN, Département britannique du développement international (DFID), Service d'aide humanitaire de la Commission européenne, Fondation de France, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Laboratoires Farmatrix, Agence américaine d'aide au développement international et d'assistance aux désastres (OFDA), Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), People In Need (PIN), Programme Alimentaire Mondial (PAM), UNICEF, Vestergaard Frandsen, Ville de Paris, Voix de l'Enfant.

Une année de transition et d'engagement continu

2011 a été une année de transition en Haïti.

L'aide humanitaire et l'engagement des ONG en Haïti s'est poursuivie au long des 12 derniers mois ; pour autant les traces du séisme du 12 janvier 2010 sont partout encore présentes. A ces cicatrices, s'ajoutent les nouvelles difficultés créées par l'épidémie de choléra, qui sévit dans l'île depuis octobre 2010, ainsi que la phase de transition politique, qui s'est achevée avec l'élection et l'instauration du nouveau Président de la République. Pendant cette période clef pour Haïti, les équipes d'ACTED, mobilisées aux côtés des populations sinistrées depuis la catastrophe, fortes de leur expérience auprès des communautés les plus vulnérables dans l'île depuis 2004, ont accompagné la population dans le processus de reconstruction et dans son nouveau combat contre le choléra.

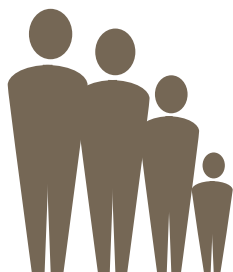
L'accès au logement pour les familles sinistrées par le séisme est une étape essentielle du relèvement socio-économique. Près de 520 000 personnes déplacées vivent encore dans plus de 750 camps spontanés. L'action d'ACTED a permis, entre septembre 2010 et décembre 2011, d'offrir un logement à 2726 familles dans la commune de Léogâne et dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, soit plus de 13 000 personnes qui ont retrouvé un foyer pour se reconstruire et pour envisager une nouvelle vie. Nos équipes ont en outre procédé à l'évaluation structurelle de 16 291 bâtiments dans la Commune de Léogâne, une opération conduite depuis 2010 en lien étroit avec les autorités haïtiennes destinée à évaluer les infrastructures publiques et privées afin de permettre aux habitants de réintégrer les logements habitables. Les équipes d'ingénieurs

d'ACTED ont également procédé à la réparation des logements endommagés de 340 familles dans le centre ville de Léogâne, venant ainsi en aide aux ménages les plus vulnérables n'ayant pas les moyens pour réparer leur maison. 160 maçons ont été formés à cette occasion à la réparation des bâtiments, afin de permettre aux Haïtiens de participer activement à la reconstruction de leur communauté.

L'épidémie de choléra qui fait rage dans le pays depuis 15 mois constitue un risque supplémentaire pour des populations déjà affaiblies : la réponse à cette menace sanitaire est l'une des priorités d'action pour ACTED. Actives depuis plusieurs années dans le Bas Artibonite, au centre de l'île, nos équipes ont joué un rôle déterminant dans les interventions d'urgence en réponse à l'épidémie de choléra : accès à l'eau potable, appui aux structures d'assainissement, promotion des bonnes pratiques d'hygiène, soutien aux institutions et aux structures de santé communautaires, etc.

Face au contexte particulier d'Haïti, ACTED travaille également à la prévention et la mitigation des catastrophes potentielles qui affectent l'île et ses habitants de manière récurrente. Des stocks d'urgence ont notamment été pré positionnés dans le Bas Artibonite et le Plateau Central pour répondre à une éventuelle urgence : près de 350 tonnes de rations alimentaire, 1,2 million d'aquatabs pour potabiliser l'eau, des kits de test de potabilité de l'eau, plus de 3000 kits d'hygiène, 29 733 barres de savon, etc. La réactivité afin d'appuyer les infrastructures sanitaires locales dans les heures qui suivent une catastrophe est en effet déterminante afin de prévenir une

L'intervention en chiffres (2011)



1 million de bénéficiaires en 2011

dégradation des conditions de santé des populations sinistrées. La saison cyclonique 2011 s'est finalement avérée calme en Haïti, mais ACTED entend néanmoins poursuivre ses programmes de contingence et de prévention et réduction des catastrophes, en continuant à travailler au renforcement des mécanismes de réponses communautaires, à l'identification des zones à risques, et à la conduite de travaux de mitigation avant la prochaine saison cyclonique.

Aujourd'hui, les équipes d'ACTED en Haïti comptent 198 personnes dont 14 employés internationaux, engagés au quotidien dans l'accompagnement des populations les plus vulnérables dans leur relèvement socio-économique, dans la reconstruction de leurs quartiers, dans l'identification de solutions durables d'accès aux services de base, tel que l'eau et l'assainissement.

ACTED travaille avec les communautés elles-mêmes et leurs institutions gouvernementales, et assure un suivi particulier du contexte dans lequel nous opérons, afin de permettre une meilleure compréhension des enjeux, des attentes et des besoins des Haïtiens. ACTED est au plus près de la reconstruction, de la lutte contre le choléra, tout en envisageant des solutions durables pour le développement autonome et à long terme d'Haïti.

Reconstruction



- 2726** abris transitionnels construits
- 266** maisons « jaunes » réparées / **340** familles bénéficiaires
- 160** maçons formés à la reconstruction des bâtiments
- 1195** systèmes de récolte d'eau de pluie installés
- 16 293** évaluations structurelles réalisées
- 550** personnes interrogées lors des études socio-économiques
- 1** employé d'ACTED détaché au cluster E-shelter/CCCM

Eau, assainissement et hygiène



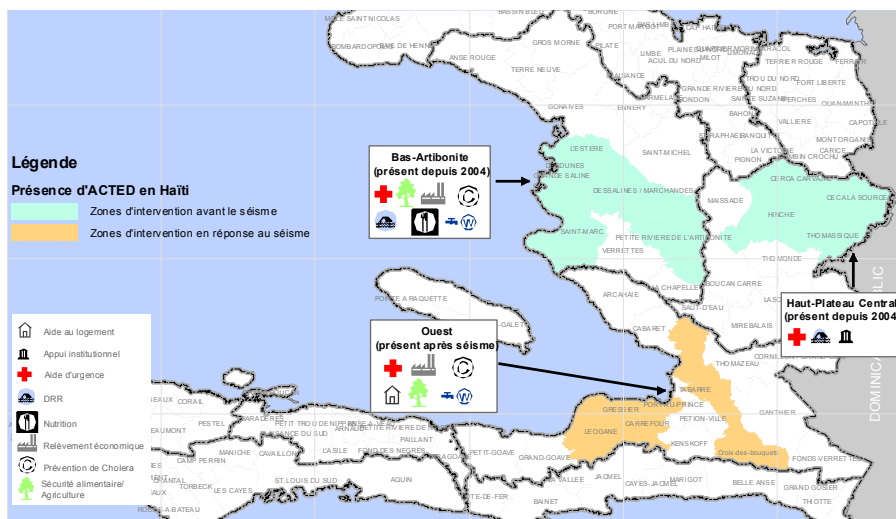
- 56** puits réhabilités
- 7570** filtres d'eau distribués
- 84** points de chloration mis en place
- 1134** latrines installées
- 1954** moustiquaires distribuées
- Appui aux infrastructures sanitaires de **38** centres de santé et communautaires
- 2** centres de santé réhabilités pour le suivi nutritionnel des enfants
- 134 397** personnes sensibilisées aux bonnes pratiques d'hygiène et à la prévention du choléra
- 208** sensibilisateurs communautaires formés
- Coordination du cluster WASH dans le Bas Artibonite, en coordination avec la DINEPA et UNICEF
- 1** séminaire de 3 jours d'introduction au traitement de l'eau à domicile à destination des bénéficiaires

Réduction des risques de désastres et contingence



- 8724** kits d'abris d'urgence pré-positionnés
- 349** tonnes d'aide alimentaire pré-positionnées
- 15 000** bénéficiaires potentiels des stocks de contingence en biens non-alimentaires (santé, eau, assainissement, hygiène, protection des enfants, nutrition)
- 16** projets communautaires en prévention et gestion des catastrophes
- 18** campagnes de sensibilisation à la réduction des risques de désastres
- 108** kilomètres de canaux réhabilités, curés ou dés herbés

Carte des interventions d'ACTED en Haïti



3 axes stratégiques

Accès à un habitat décent

La problématique du logement demeure un enjeu majeur dans le processus d'aide aux populations sinistrées deux ans après le séisme. En lien avec les autres acteurs humanitaires et les communautés haïtiennes, ACTED poursuit sa mobilisation sur le terrain pour permettre au plus grand nombre de familles retrouver un logement décent, avec la construction d'abris transitionnels et la réparation des logements qui peuvent l'être, en s'adressant en priorité aux ménages les plus vulnérables.

Port-au-Prince Un nouveau départ pour des familles sinistrées

Un logement pour les communautés sinistrées de la capitale

Banm mato a epi kote klou yo ? » (« Passe moi le marteau, et où sont les clous ? ») crie Sergio, l'un des charpentiers qui défie les lois de la pesanteur en travaillant à la construction du toit d'un abri. Sous un soleil de plomb, ce bénéficiaire de l'activité de Travail contre Paiement se dit fier d'avoir contribué à la construction de ces 404 abris qui vont améliorer les conditions de vie de plus de 2000 personnes. Parmi le bruit des marteaux sur le bois et les éclats de voix on distingue celle de Pierre, conducteur de travaux d'ACTED, qui dirige des équipes comprenant plus de 350 personnes.

Quatre semaines plus tard, les résultats sont frappants : le terrain Rony Collin, qui s'étend sur plus de 31 000 m², a tout l'aspect d'un petit quartier, animé par des petits commerces et la vie quotidienne de ses habitants. Avec le soutien de la Croix Rouge Américaine, ACTED a pu ainsi construire 404 abris transitionnels pour les familles les plus vulnérables du camp de Dortoir Universitaire, situé dans la commune de Tabarre.



Rony Collin © ACTED 2011

« Je vais enfin sortir de ce calvaire... »

Après des enquêtes menées auprès de la population de Dortoir Universitaire, les équipes d'ACTED ont ciblé les familles qui répondaient aux critères de vulnérabilité identifiés.

Il s'agissait notamment de ménages aux revenus très faibles (moins de 12 dollars US par mois) sans autre abri que la tente où ils vivaient, depuis le séisme. D'autres catégories particulièrement vulnérables (femmes vivant seules avec des enfants, familles avec des membres en situation de handicap et personnes âgées) ont aussi été sélectionnées en priorité.

519 164 personnes demeurent sur 758 sites de personnes déplacées (OIM - DTM Matrix novembre 2011)

94% de personnes déplacées souhaitent quitter les camps le plus rapidement possible (ACTED AMEU 2011)

53% indiquent ne pas savoir quelle serait leur alternative immédiate en matière de logement en cas de départ immédiat (ACTED AMEU 2011)



Les logements sont préfabriqués dans une unité de production mise en place par ACTED © ACTED 2011

C'est le cas pour Clarens, un orphelin du 12 janvier qui a encore du mal à croire à sa chance : « Quand j'ai su que je faisais partie des gens qui allaient partir, je ne parvenais pas à croire en ma bonne étoile. Ici, nous ne vivons pas, nous existons. Savoir que ma sœur et moi allons enfin bénéficier d'un vrai toit me comble de joie et de bonheur... Je vais enfin sortir de ce calvaire ! »

Les 404 abris de Rony Colin font partie du « Programme Intégral d'Abris » financé par la Croix Rouge Américaine qui prévoit au total la livraison de 1700 abris transitionnels avec l'installation de sanitaires et d'impluviums, ainsi que la distribution de filtres à eau.

Recommencer une vie

Les difficultés pour installer ces abris sont nombreuses : refus des propriétaires de céder ou de prêter leur terrain, absence des titres de propriété, manque de terrains disponibles, etc. Elles rendent le travail des acteurs humanitaires encore plus difficile malgré la course contre le temps.

Travaillant en étroite collaboration avec les mairies de Tabarre, de Croix-des-Bouquets et avec l'Organisation Internationale des Migrations (OIM), ACTED a finalement obtenu les accords nécessaires pour reloger les populations vulnérables sélectionnées sur le terrain Rony Colin. Ce terrain a été donné par la Fondation Aristide à la Mairie de Tabarre pour reloger les personnes déplacées pour une durée de trois ans, et, de cette façon, libérer l'espace du camp de Dortoir Universitaire. ACTED, OIM, Chemonics et Mentor Initiative ont uni leurs forces pour apporter une aide rapide, efficace et coordonnée en relocalisant au plus vite les familles bénéficiaires les plus vulnérables, et en les accompagnant dans le déménagement. Ces familles étaient quelques jours plus tôt menacées d'expulsion, d'inondations et de maladies.

Enquête Intention des déplacés ACTED AMEU 2011

Alors que plus de 500 000 personnes vivent encore dans les sites d'hébergement créés suite au tremblement de terre de janvier 2010, ACTED, en collaboration avec l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) et l'organisme Communiquer avec les Communautés Sinistrées (CDAC) a publié un rapport détaillant les intentions et besoins de ces populations en août 2011. Fort d'un large échantillon représentatif (plus de 15 000 personnes interrogées) et de recommandations claires, ce rapport est un outil majeur en faveur d'une adaptation des politiques de relocalisation des personnes déplacées, largement diffusé auprès des autorités locales et de la communauté humanitaire.

Lire le rapport sur www.acted.org

Léogâne

Epi, tounen la kay Enfin le retour à la maison

Sur la route qui mène à Léogâne, la surprise et la consternation sont encore de mise pour ceux qui arrivent dans cette ville située à vingt kilomètres de Port-au-Prince et qui compte plus de 130 000 habitants. Fortement endommagée par le tremblement de terre, la route s'est ouverte en deux pour laisser entrevoir les fondations des bâtiments. En arrivant à la ville, on ne peut que faire le constat des dégâts et des débris qui encombrant encore de nombreuses rues.

Léogâne a été la commune la plus touchée par le tremblement de terre de janvier 2010. 80 à 90% des bâtiments de la ville ont été endommagés, et près d'un quart de la population pourrait y avoir péri. La ville peine à se relever près de deux ans après le séisme. La population vit dans des conditions précaires et se trouve dans une situation économique très compliquée. Selon l'étude « La situation économique et l'endettement des ménages haïtiens » réalisée par ACTED, 94% des ménages interrogés à Léogâne sont en situation d'endettement. Le manque de ressources financières et matérielles empêche les familles déplacées de se reconstruire et de retrouver leur maison.

Un impact psychologique important

ACTED, avec le soutien du Département britannique pour le développement international (UKAID/DFID), a procédé à l'évaluation structurelle de dommages de 16 293 bâtiments, ce qui a permis aux communautés de connaître l'état de leurs maisons et de réintégrer celles considérées comme « habitables ». Nos équipes ont achevé la réparation de 266 maisons partiellement détruites par le séisme. Cette intervention a permis à 340 de familles d'abandonner les espaces insalubres qu'elles occupaient jusqu'alors, et surtout de retrouver « un habitat sécurisé et complètement renouvelé » explique Gérald Servé, coordinateur de la zone de Léogâne pour ACTED en Haïti. Il continue : « en assurant une réhabilitation en profondeur, les bénéficiaires ont la sensation d'entrer dans une nouvelle maison. L'impact psychologique de détachement par rapport au tremblement de terre est très important. »

2053 familles relogées à Léogâne

Depuis le séisme en Haïti du 12 janvier 2010, dont Léogâne était l'épicentre, beaucoup de familles vivent toujours dans des camps informels au sein desquels les conditions de vie sont extrêmement précaires.

Le programme de construction d'abris transitionnels récemment achevé par ACTED à Léogâne avec le soutien financier d'OFDA et du Service d'Aide humanitaire de la Commission européenne a permis, en offrant un lieu de vie à 2053 ménages, de restaurer leur sécurité et leur stabilité, conditions indispensables pour que les victimes du séisme puissent se consacrer à la recherche de moyens de subsistance. Grâce à ce projet, de nombreuses familles éclatées ont également pu être rassemblées sous un même toit, contribuant ainsi au resserrement de leurs liens familiaux. Dorénavant, un relèvement économique et social est possible pour ces sinistrés du 12 janvier, qui peuvent se tourner vers l'avenir avec plus de sérénité.

Construction d'un abri transitionnel à Léogâne. >>

« L'impact psychologique de détachement par rapport au tremblement de terre est très important pour les bénéficiaires des maisons réhabilitées »



Accès aux services et infrastructures de base

**dans des conditions
sanitaires adéquates**



Les projets de contingence d'ACTED ont permis une réponse rapide et efficace à l'épidémie de choléra © ACTED 2011

La mobilisation de nos équipes sur les zones du Bas Artibonite et dans le département du Centre a permis d'accueillir des déplacés victimes du séisme et d'organiser une réponse immédiate à l'épidémie de choléra. ACTED a poursuivi ses interventions dans les domaines d'expertise développés depuis 2004 : réhabilitation d'infrastructures, eau et assainissement de base, sécurité alimentaire, principalement via le renforcement du secteur agricole, ainsi que l'appui aux autorités locales.

Pour un approvisionnement durable en eau potable

Afin de stabiliser la situation sanitaire et de lutter contre la propagation du choléra sur le long terme, ACTED assure la chloration de l'eau dans l'un des départements les plus touchés par l'épidémie du choléra, le Bas Artibonite, avec un système innovateur : « Antenna Wata »

Le 17 octobre dernier, Haïti a célébré un triste anniversaire. Un an auparavant, une rumeur circulait dans le département de l'Artibonite sur des cas de mortalité dus à une maladie dont les symptômes étaient jusque-là inconnus. Le 21 octobre 2010, le gouvernement annonçait l'épidémie de choléra, maladie qui revenait dans le pays après un siècle d'absence. Un an après, et même si la tendance des nouveaux cas est à la

baisse, le bilan reste très lourd : près de 500 000 cas de choléra et 6900 morts. Des infrastructures sanitaires et d'assainissement défectueuses, des mauvaises pratiques d'hygiène et le manque d'eau potable constituent un contexte propice à la propagation du choléra.

Fort de son expérience et de sa présence aux côtés des populations de l'Artibonite, ACTED a apporté une réponse rapide et efficace dès les premiers jours de l'apparition de l'épidémie, avec des distributions massives de solutions de chloration, de savon et de sels de réhydratation orale, de la provision d'eau potable d'urgence, et de la diffusion massive de messages de sensibilisation.

ACTED continue aujourd'hui à appuyer les populations en travaillant à la réhabilitation et à la construction des infrastructures d'accès à l'eau, en sensibilisant les habitants aux risques de contamination, et en les formant au traitement de l'eau.

Antenna Wata, une solution peu coûteuse de potabilisation de l'eau

ACTED a mis en place 25 appareils de production de chlore Antenna Wata, avec le soutien du Service d'aide humanitaire et de protection civile de la Commission européenne et du Emergency Relief Response Fund du Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), en consultation avec les autorités haïtiennes. Ces appareils assurent l'accès à l'eau potable aux communautés les plus vulnérables, en offrant un moyen durable de traitement de l'eau.

Chaque Antenna Wata permet la production de chlore actif par électrolyse de l'eau salée, qui

est ensuite utilisée pour la potabilisation de l'eau ou comme solution de désinfection. Un appareil Wata produit un litre de concentré de chlore actif par heure d'électrolyse, et permet de désinfecter environ 24 000 litres d'eau par jour, couvrant les besoins en eau potable de 6000 personnes. Des comités en charge de l'utilisation de ces systèmes ont été mis en place et formés par ACTED qui a également assuré un accompagnement dans les premiers jours de mise en œuvre.

Grâce à ce système, les communautés pourront s'approvisionner localement et rapidement en chlore, ce qui pourra leur permettre de détruire la quasi-totalité des germes pathogènes et de se prémunir non seulement contre le choléra, mais aussi contre d'autres maladies telles que la diarrhée ou la dysenterie. À terme, ce système pourrait également être utilisé pour traiter l'eau à domicile, et même constituer une source de revenus grâce à la vente du chlore produit.

La réponse d'ACTED au choléra

105 points d'eau installés ou réhabilités
9 770 200 litres d'eau potabilisés
13 impluviums installés dans des écoles et centres de santé dans le Bas Artibonite
3120 jerrycans distribués
354 008 savons distribués
7071 kits d'hygiène distribués
211 400 kits ORS (solution de réhydratation orale) distribués
7570 filtres d'eau distribués
84 points de chloration mis en place
1134 latrines installées
Appui aux infrastructures sanitaires de **38** centres de santé et communautaires
134 397 personnes sensibilisées aux bonnes pratiques d'hygiène et à la prévention du choléra
208 sensibilisateurs communautaires formés

Un agent volontaire pour la promotion de l'hygiène sensibilise une communauté de Port-au-Prince aux dangers du choléra. © ACTED 2010





Les activités de réhabilitation des infrastructures agricoles contribuent à renforcer les moyens de subsistance ruraux et à participer à la prévention des catastrophes (ici curetage de canaux) © ACTED 2011

La hausse des prix menace la sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire des Haïtiens est l'un des principaux défis auxquels la petite île des Caraïbes est confrontée, avec de nombreux problèmes environnementaux, économiques et sanitaires. L'Indice 2011 de la faim dans le monde souligne cet état en attribuant une note de 28,2 à Haïti, le pire score parmi les pays du continent américain. Fortement dépendant des importations, Haïti est particulièrement sensible à la hausse des prix. ACTED est mobilisée depuis 2004 pour réduire l'impact de l'insécurité alimentaire, avec des programmes de lutte contre la malnutrition, mais surtout pour développer des moyens de subsistance pérennes pour les communautés les plus vulnérables grâce à l'accès à l'eau potable, le développement de l'agriculture, ou l'appui à des activités génératrices de revenus.

Haïti est par ailleurs victime de nombreuses catastrophes naturelles qui concourent, avec d'autres facteurs structurels et chocs externes,

à la situation humanitaire dans laquelle le pays demeure depuis deux ans après le séisme meurtrier de janvier 2010. Le choléra est ainsi venu aggraver la situation sanitaire et nutritionnelle d'une population déjà sinistrée et qui doit composer depuis longtemps avec des problématiques économiques, démographiques et sanitaires. La sous-nutrition est l'une des plus élevées au monde (au-delà de 50 % de la population); le signe le plus évident de l'insécurité alimentaire qui frappe en particulier le nord-ouest du pays, ainsi que les bidonvilles et les sites de déplacés à travers la capitale Port-au-Prince.

Marquées par les conséquences du tremblement de terre, les capacités agricoles en Haïti ont également été sévèrement impactées par l'épidémie de choléra et plus récemment par des épisodes de sécheresse et des ouragans, à l'origine d'une baisse des récoltes de 10 % par rapport à 2010, selon le Centre national pour la sécurité alimentaire. Ce sont plus de 900 000 de tonnes de céréales qui devront donc être importées entre juillet 2011 et juin 2012 pour répondre aux besoins alimentaires. Ces denrées en provenance de l'étranger contribuent à la hausse générale des prix sur les marchés, et notamment du riz, la base de l'alimentation, dont le prix des rations a augmenté de 20 % entre mars et septembre 2011, selon les données collectées par les équipes

d'évaluation d'ACTED en Haïti. Combinée à la dépréciation de la gourde haïtienne par rapport au dollar américain, cette hausse des prix réduit mécaniquement le pouvoir d'achat des ménages haïtiens, ce qui risque d'aggraver la situation d'insécurité alimentaire dans les mois à venir.

La pauvreté endémique est un facteur aggravant de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. Dans les zones rurales, les populations sans terre ou bétail, sans accès à l'éducation ou à des opportunités de développer une petite activité de subsistance, se retrouvent avec des ressources et un accès à de la nourriture limités. Dans les villes, les populations qui s'entassent dans les bidonvilles comme Cité Soleil, Martissant ou Jalousie doivent de plus faire face au manque d'emplois.

La problématique de l'eau et l'assainissement et ses conséquences sur la santé des populations sont également des facteurs à prendre en compte. Le manque d'infrastructures d'irrigation limite la productivité et production agricole. Malgré une contraction de l'épidémie de choléra depuis le mois d'août, de nouvelles crises sont craintes. En plus des conséquences sur la santé des Haïtiens, le choléra a un impact direct sur la productivité et sur les sources de revenus des ménages, qui sont alors plus vulnérables à une situation de stress alimentaire.



Une approche intégrée et durable permet de répondre au défi de la sous-alimentation en Haïti © ACTED 2011

L'analyse des facteurs de la faim s'accompagne de pistes d'action et de solutions : la disponibilité et l'accès aux denrées alimentaires, ainsi que la mitigation des conséquences de l'insécurité alimentaire (la malnutrition) sont les trois dimensions à considérer avec une intervention multisectorielle. Les capacités agricoles doivent être renforcées afin d'accroître les récoltes pour approvisionner les marchés, en améliorant les rendements ainsi que les pratiques vivrières, et en travaillant à la résilience face aux chocs climatiques. Le développement de moyens de subsistance complémentaires ou alternatifs est une autre stratégie pour prévenir une baisse du pouvoir d'achat dans les ménages et leur garantir un même niveau d'accès à la nourriture. Enfin, les interventions en eau et assainissement sur les infrastructures sanitaires et sur le traitement des cas de malnutrition sont des réponses indispensables pour faire face aux conséquences de l'insécurité alimentaire, ou pour les prévenir.

ACTED travaille sur ces problématiques de manière concomitante, notamment dans la région de l'Artibonite avec la Commission européenne et l'ONG locale Zanmi Lasante, avec des programmes d'appui aux infrastructures de santé et le traitement des cas de malnutrition chez les enfants et les femmes enceintes ou allaitantes. L'appui aux activités agricoles est l'autre composante de l'intervention, avec l'extension des réseaux d'adduction d'eau, l'appui à la productivité, la diversification des cultures ou le soutien à la transformation et à la conservation des produits, avec la réhabilitation de moulins et la construction d'espaces de stockage. Le besoin d'informer, afin de mieux lutter contre la faim, souligné par l'Indice de la faim dans le monde, est également un axe d'intervention d'ACTED, avec la conduite de plusieurs études sur les causes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans le département du Bas Artibonite. Disposer d'informations précises sur où et pourquoi la faim continue d'exister est aussi crucial pour l'efficacité et la pertinence des interventions contre la faim.

Indice 2011 de la faim dans le monde

« Avec le Burundi, la République Démocratique du Congo, l'Érythrée, c'est Haïti qui compte aujourd'hui la plus grande proportion de personnes sous-alimentées (plus de 50 % de sa population). Haïti, tout comme d'autres pays a un GHI élevé et très dépendants des importations de denrées alimentaires, est particulièrement sensible aux effets désastreux de la volatilité des prix alimentaires. La hausse et l'instabilité des prix alimentaires sont particulièrement préjudiciables aux consommateurs les plus démunis qui consacrent une grande part de leurs revenus à l'alimentation et dont la capacité d'adaptation aux montées en pic des prix alimentaires est très limitée. Pour faire face à cette situation, la plupart des foyers pauvres réduit la quantité et la qualité des aliments consommés. Cette réponse entraîne une augmentation de la faim et des carences en micronutriments, particulièrement au sein des groupes les plus vulnérables, à savoir les femmes et les enfants. La tendance du GHI montre que la faim a augmenté en Haïti depuis 2001, après une période d'amélioration. »

Le Global Hunger Index (GHI), ou Indice de la faim dans le monde, est un outil statistique développé par l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI), publié et porté par ACTED en France, qui permet de mesurer et de suivre l'évolution de la faim dans le monde. Le GHI est calculé à partir de trois indicateurs : la proportion de la population sous-alimentée, la prévalence de l'insuffisance pondérale infantile et le taux de mortalité infantile.

L'objectif du GHI est de susciter une prise de conscience sur les différences qui existent entre les pays et les régions par rapport à la faim et promouvoir la mise en place de programmes de lutte contre ce fléau. Publiés chaque année, ces rapports s'adressent à un large public – décideurs politiques, bailleurs de fonds, organisations non gouvernementales, enseignants, médias, grand public - et visent à favoriser une meilleure connaissance du problème de la faim et des possibles solutions, en identifiant les facteurs de succès et d'échec des programmes de réduction de la faim.



Haïti est un pays en situation de grande vulnérabilité face aux catastrophes naturelles du fait de sa position géographique et ses caractéristiques géologiques. ACTED s'engage à appuyer les communautés pour faire face aux urgences, mais aussi dans les phases en amont de préparation aux désastres dans le cadre de ses différentes interventions.

© ACTED 2011

Une autre forme de reconstruction pour Haïti

ACTED s'est engagée durablement en Haïti dans le processus de reconstruction du pays, en ville comme à la campagne, par la construction d'abris temporaires et la réparation de maisons endommagées. La reconstruction d'Haïti passe également par un soutien au monde rural qui représente 60 % de la population du pays et qui a subi de plein fouet l'impact des déplacements de populations à la suite du séisme, l'épidémie de choléra et les destructions causées par l'ouragan Tomas.

ACTED a mis en place plusieurs programmes de Travail contre Paiement entre 2010 et 2011 afin d'injecter des liquidités rapidement dans les communautés affectées, mais aussi avec le but de drainer des canaux et conserver les sols. En effet, du fait de la pauvreté chronique du monde rural et des fortes pressions démographiques qui voient les campagnes haïtiennes afficher des densités de population de l'ordre de 250 à 350 habitants par kilomètre carré, des milliers d'hectares de terres,

parfois impropres à l'agriculture, sont déboisés et cultivés. Dès lors, à l'occasion de fortes pluies ou de passages d'ouragans, les sols de mornes appauvris n'ont pas la capacité de retenir les eaux et sont presque instantanément purgés et lessivés. La terre arable fertile est entraînée dans les rivières dont les crues massives inondent les zones en aval. Les glissements de terrain sont également fréquents, faisant disparaître les terres agricoles et coupant les voies de communication.

L'entretien des terres est primordial

La conservation des sols est cependant une pratique simple et peu coûteuse à mettre en place : en creusant des canaux sur les terres agricoles parallèlement à la pente et en plantant des bandes vivantes telles que des roseaux ou des vétivers, les sols retrouvent rapidement leur fertilité et l'impact dramatique des fortes pluies est considérablement limité.

En effet, les eaux sont canalisées, les éléments nutritifs demeurent donc dans les sols, stabilisés par la couverture végétale ; ce qui empêche les terres agricoles en montagne de s'effondrer.

Sensibiliser les populations aux risques

Au même titre qu'un ouragan, un séisme est

une catastrophe naturelle dont il est possible de limiter l'impact par la prévention et l'éducation. De nombreuses pertes humaines et matérielles auraient pu être évitées avec une meilleure compréhension de ces phénomènes et à de plus amples connaissances sur les moyens existants pour s'en protéger. C'est dans ce but qu'ACTED poursuit actuellement le travail dans ces régions par un programme de sensibilisation et de formation à la réduction des risques. De manière participative, les bénéficiaires des programmes apprennent pourquoi et comment les cyclones se forment, ce qu'est un tremblement de terre, comment il est possible de se protéger contre les catastrophes avant qu'elles ne surviennent, les réflexes à avoir quand elles apparaissent, et les moyens durables de lutter contre leurs conséquences négatives. Des cartes de chaque village sont en outre produites par les habitants pour identifier les risques réels et potentiels.

En renforçant les capacités de réponse et de réactivité des populations les plus vulnérables, ACTED utilise tous les moyens à sa disposition pour faire de 2010 une expérience qui ne se reproduira plus. La reconstruction d'Haïti passe également par là.

2012

Les perspectives

Présente en Haïti depuis 2004, ACTED base sa stratégie d'intervention sur le lien entre l'urgence, la réhabilitation et le développement. S'inscrivant sur la continuité, les objectifs auxquels ACTED vise à contribuer en 2012 sont axés sur (i) une reconstruction viable, (ii) une augmentation de la résilience et de la capacité de réponses aux risques, et (iii) un développement durable participatif.

Une reconstruction viable, menée par les communautés elles-mêmes

A ce jour, les ménages qui restent logés dans les camps sont les plus vulnérables et démunis, n'ayant pas les moyens pour trouver une solution de logement plus adéquate et provenant souvent de quartiers où les conditions de vie restent précaires. Si, d'un côté, la problématique du logement demeure l'enjeu majeur dans le processus de relèvement de la population déplacée, de l'autre côté, la reconstruction et le relèvement des quartiers devient de plus en plus un facteur clef dans le processus de retour des déplacés. Cette reconstruction, pour être viable et donc faciliter le processus de retour aux quartiers des populations déplacées, doit passer par une mitigation de l'environnement (par la réduction des risques, notamment en termes d'inondations, glissements de terrain, etc.), par une amélioration de l'accès aux services de base (eau, santé, éducation, etc.), et une revitalisation du tissu économique (avec la création d'emplois).

La durabilité de ce relèvement sera assurée sur le long terme dans la mesure où les communautés et les autorités locales seront elles-mêmes les acteurs de ce développement.

En 2012, les équipes d'ACTED vont s'engager davantage dans le soutien au processus de reconstruction à travers une stratégie de reconstruction de quartier menée par les communautés elles-mêmes, le renforcement

des acteurs des métiers de la construction, et le soutien direct aux familles les plus vulnérables pour la reconstruction de leur maison.

Une résilience et une capacité de réponse aux risques et désastres augmentées

La fin de l'année 2011 a été marquée par une réduction du nombre de nouveaux cas de choléra et une baisse du taux de létalité. Pour autant, la lutte contre cette épidémie qui a déjà contaminé plus de 515 000 personnes et causé la mort de 6900 d'entre elles doit demeurer une priorité. En 2012, ACTED reste engagée dans son soutien aux institutions et aux communautés pour augmenter leur résistance et leur capacité de réponse à de nouvelles crises du choléra ainsi qu'à d'autres urgences naturelles auxquelles Haïti est sujette.

Des perspectives pilotées par les communautés

Au-delà des phases d'urgence et de relèvement, ACTED en Haïti vise à contribuer directement à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement et notamment à l'éradication de l'extrême pauvreté et de la faim, à la réduction de la mortalité infantile, à l'amélioration de

la santé maternelle, et à la préservation de l'environnement. En 2012, ACTED renforcera ainsi ses interventions de lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire dans le Bas Artibonite. Afin d'encourager les synergies entre acteurs étatiques et non étatiques dans la réalisation d'un même objectif de réduction de la pauvreté et de lutte contre l'incapacité des plus vulnérables à initier des changements durables de leur condition, ACTED va également travailler à la promotion de la participation directe des communautés aux politiques de développement local et à l'amélioration de la situation socio-économique des populations les plus vulnérables.



HAÏTI /// 2 ans après

ACTED Janvier 2012

Plus d'informations :

communication@acted.org

+33 (0)1 42 65 33 33

Crédits photos : ACTED, Pierre Duyckaerts

www.acted.org